

---

Quatrième session, trentième Législature

---

---

Fourth Session, Thirtieth Legislature

---

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

**Projet de loi n° 53**

**Bill No. 53**

Loi modifiant la Loi des tribunaux  
judiciaires

An Act to amend the Courts  
of Justice Act

---

Première lecture

---

---

First reading

---

M. LEVESQUE

---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC  
CHARLES-HENRI DUBÉ  
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1976

#### NOTE EXPLICATIVE

*Le présent projet de loi a principalement pour objet d'augmenter le nombre des juges de la Cour supérieure, de la Cour provinciale, de la Cour des sessions de la paix et de la Cour de bien-être social, ainsi que de proposer un réajustement du niveau de traitement des juges de la Cour provinciale, de la Cour des sessions de la paix et de la Cour de bien-être social; il modifie aussi les pensions qui sont actuellement versées aux juges de ces cours.*

#### EXPLANATORY NOTE

*The main object of this bill is to increase the number of judges of the Superior Court, of the Provincial Court, of the Court of the Sessions of the Peace and of the Social Welfare Court and to propose a readjustment of the scale of remuneration of the judges of the Provincial Court, of the Court of the Sessions of the Peace and of the Social Welfare Court; it also amends the pensions which are presently paid to the judges of such courts.*

## Projet de loi n° 53

Loi modifiant la Loi des tribunaux  
judiciaires

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

**1.** L'article 21 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 20), remplacé par l'article 1 du chapitre 7 des lois de 1966, l'article 2 du chapitre 18 des lois de 1966/1967, l'article 1 du chapitre 15 des lois de 1968 et l'article 1 du chapitre 14 des lois de 1971, modifié par l'article 3 du chapitre 11 des lois de 1972 et l'article 1 du chapitre 13 des lois de 1973 et remplacé par l'article 13 du chapitre 11 des lois de 1974 et par l'article 1 du chapitre 10 des lois de 1975, est de nouveau remplacé par le suivant:

« **21.** La Cour supérieure, qui est un tribunal d'archives, est composée de cent sept juges, savoir: un juge en chef, un juge en chef associé, un juge en chef adjoint et cent quatre juges puînés.

Elle est en outre composée d'au plus cent sept juges surnuméraires régis par la Loi sur les juges (Statuts révisés du Canada, 1970, chapitre J-1). La résidence d'un tel juge est celle qu'il avait avant de devenir juge surnuméraire. »

**2.** L'article 21*a* de ladite loi, édicté par l'article 13 du chapitre 11 des lois de 1974,

## Bill No. 53

An Act to amend the Courts  
of Justice Act

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

**1.** Section 21 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1964, chapter 20), replaced by section 1 of chapter 7 of the statutes of 1966, section 2 of chapter 18 of the statutes of 1966/1967, section 1 of chapter 15 of the statutes of 1968 and section 1 of chapter 14 of the statutes of 1971, amended by section 3 of chapter 11 of the statutes of 1972 and section 1 of chapter 13 of the statutes of 1973 and replaced by section 13 of chapter 11 of the statutes of 1974 and by section 1 of chapter 10 of the statutes of 1975, is again replaced by the following:

“**21.** The Superior Court, which is a court of record, shall be composed of one hundred and seven judges, namely, a Chief Justice, a Senior Associate Chief Justice, an Associate Chief Justice and one hundred and four puisne judges.

It shall also be composed of not more than one hundred and seven supernumerary judges governed by the Judges Act (Revised Statutes of Canada, 1970, chapter J-1). The residence of such a judge shall be the same as it was before he became a supernumerary judge.”

**2.** Section 21*a* of the said act, enacted by section 13 of chapter 11 of the statutes

est modifié par le remplacement des deux premiers alinéas par les suivants :

« **21a.** Le juge en chef est chargé, en matière judiciaire, des politiques générales de la cour.

Toutefois, le juge en chef, le juge en chef associé ou le juge en chef adjoint, dans la division où il a sa résidence, coordonne, répartit et surveille le travail des juges qui, à cet égard, doivent se soumettre à ses ordres ou directives. »

**3.** L'article 27 de ladite loi, modifié par l'article 3 du chapitre 7 des lois de 1966, l'article 3 du chapitre 18 des lois de 1966/1967, l'article 2 du chapitre 15 des lois de 1968, l'article 1 du chapitre 9 des lois de 1970, l'article 6 du chapitre 8 et l'article 2 du chapitre 14 des lois de 1971, l'article 7 du chapitre 13 des lois de 1973, l'article 14 du chapitre 11 des lois de 1974 et par l'article 4 du chapitre 10 des lois de 1975, est de nouveau modifié :

a) par le remplacement, à la quatrième ligne du paragraphe 1°, du mot « soixante-quatre » par le mot « soixante-six » ;

b) par le remplacement, aux troisième et quatrième lignes du paragraphe 2°, du mot « vingt-quatre » par le mot « vingt-cinq ».

**4.** L'article 72 de ladite loi, modifié par l'article 8 du chapitre 17 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session), l'article 3 du chapitre 15 des lois de 1968, l'article 4 du chapitre 19 des lois de 1969, l'article 3 du chapitre 14 des lois de 1971, l'article 7 du chapitre 11 des lois de 1972, l'article 6 du chapitre 39 et l'article 12 du chapitre 13 des lois de 1973, l'article 25 du chapitre 11 des lois de 1974 et par l'article 10 du chapitre 10 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement, à la deuxième ligne du sixième alinéa, du mot « soixante et un » par le mot « soixante-quatre ».

**5.** L'article 102 de ladite loi, modifié par l'article 9 du chapitre 18 des lois de 1966/1967, l'article 12 du chapitre 19 des lois de 1969, l'article 5 du chapitre 10 des lois de 1970 et par l'article 4 du chapitre 14

de 1974, is amended by replacing the first and second paragraphs by the following :

“**21a.** The Chief Justice has charge of the general policy of the court in judicial matters.

However, the Chief Justice, the Senior Associate Chief Justice or the Associate Chief Justice shall, in the division where he resides, coordinate and apportion the work of the judges, and they must comply with his orders and directives in that regard.”

**3.** Section 27 of the said act, amended by section 3 of chapter 7 of the statutes of 1966, section 3 of chapter 18 of the statutes of 1966/1967, section 2 of chapter 15 of the statutes of 1968, section 1 of chapter 9 of the statutes of 1970, section 6 of chapter 8 and section 2 of chapter 14 of the statutes of 1971, section 7 of chapter 13 of the statutes of 1973, section 14 of chapter 11 of the statutes of 1974 and by section 4 of chapter 10 of the statutes of 1975, is again amended :

(a) by replacing the word “sixty-four” in the third line of paragraph 1 by the word “sixty-six” ;

(b) by replacing the word “twenty-four” in the third line of paragraph 2 by the word “twenty-five”.

**4.** Section 72 of the said act, amended by section 8 of chapter 17 of the statutes of 1965 (1st session), section 3 of chapter 15 of the statutes of 1968, section 4 of chapter 19 of the statutes of 1969, section 3 of chapter 14 of the statutes of 1971, section 7 of chapter 11 of the statutes of 1972, section 6 of chapter 39 and section 12 of chapter 13 of the statutes of 1973, section 25 of chapter 11 of the statutes of 1974 and by section 10 of chapter 10 of the statutes of 1975, is again amended by replacing the word “sixty-one” in the second line of the sixth paragraph by the word “sixty-four”.

**5.** Section 102 of the said act, amended by section 9 of chapter 18 of the statutes of 1966/1967, section 12 of chapter 19 of the statutes of 1969, section 5 of chapter 10 of the statutes of 1970 and by section 4

des lois de 1971, est de nouveau modifié par le remplacement, aux deuxième et troisième lignes du troisième alinéa, du mot « quarante et un » par le mot « quarante-deux ».

**6.** L'article 117 de ladite loi, remplacé par l'article 22 du chapitre 17 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session), modifié par l'article 7 du chapitre 7 des lois de 1966, l'article 11 du chapitre 18 des lois de 1966/1967, l'article 6 du chapitre 15 des lois de 1968, l'article 14 du chapitre 19 des lois de 1969, l'article 6 du chapitre 10 des lois de 1970, remplacé par l'article 5 du chapitre 14 des lois de 1971, modifié par l'article 9 du chapitre 11 des lois de 1972 et remplacé par l'article 14 du chapitre 13 et l'article 7 du chapitre 39 des lois de 1973 et l'article 31 du chapitre 11 des lois de 1974, et modifié par l'article 11 du chapitre 10 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **117.** La Cour provinciale est composée de cent quarante-neuf juges nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, par commission sous le grand sceau, savoir : un juge en chef, un juge en chef adjoint et cent quarante-sept juges puînés. »

[[**7.** Le niveau de rémunération établi en vertu de ladite loi pour chacun des juges en chef, juge en chef adjoint et juges puînés de la Cour provinciale, de la Cour des sessions de la paix, de la Cour de bien-être social, ainsi que le niveau de rémunération des juges des Cours municipales de Laval, Montréal et Québec est, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1976, modifié en y intégrant le produit du calcul effectué en multipliant ledit niveau par le pourcentage de l'augmentation applicable à la classe d'emploi « administrateur I », intervenue entre le 1<sup>er</sup> janvier 1974 et le 1<sup>er</sup> janvier 1976, et calculée en soustrayant le taux maximum établi en vertu du C.T. n° 77,159 du 9 janvier 1974 du taux maximum établi par le C.T. n° 98,980 du 21 avril 1976.

Si le pourcentage calculé en vertu de l'alinéa précédent est un nombre décimal,

of chapter 14 of the statutes of 1971, is again amended by replacing the word "forty-one" in the second line of the third paragraph by the word "forty-two".

**6.** Section 117 of the said act, replaced by section 22 of chapter 17 of the statutes of 1965 (1st session), amended by section 7 of chapter 7 of the statutes of 1966, section 11 of chapter 18 of the statutes of 1966/1967, section 6 of chapter 15 of the statutes of 1968, section 14 of chapter 19 of the statutes of 1969 and by section 6 of chapter 10 of the statutes of 1970, replaced by section 5 of chapter 14 of the statutes of 1971, amended by section 9 of chapter 11 of the statutes of 1972 and replaced by section 14 of chapter 13 and section 7 of chapter 39 of the statutes of 1973 and section 31 of chapter 11 of the statutes of 1974 and amended by section 11 of Chapter 10 of the statutes of 1975, is again amended by replacing the first paragraph by the following :

“**117.** The Provincial Court shall consist of one hundred and forty-nine judges appointed by the Lieutenant-Governor in Council, by commission under the Great Seal, namely: a chief judge, an associate chief judge and one hundred and forty-seven puisne judges.”

[[**7.** The scale of remuneration established under the said act for each of the chief judges, the associate chief judge and the puisne judges of the Provincial Court, of the Court of the Sessions of the Peace, and of the Social Welfare Court, and the scale of remuneration of the judges of the Municipal Courts of Laval, Montreal and Québec shall be, from 1 January 1976, changed by incorporating therewith the product of the multiplication of the said scale by the percentage of the increase applicable to the class of employment "administrator I", concluded between 1 January 1974 and 1 January 1976, and computed by subtracting the maximum rate under C.T. No. 77,159 dated 9 January 1974 from the maximum rate established by C.T. No. 98,980 dated 21 April 1976.

If the percentage computed in accordance with the preceding paragraph is a

il est ramené au nombre naturel le plus proche.

Lorsque le produit du calcul, selon le présent article, n'est pas un multiple de dix, le niveau de rémunération est porté au plus proche multiple de dix.

Les dispositions du présent article s'appliquent, *mutatis mutandis*, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1976, à la pension des juges qui y sont mentionnés et qui, à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, reçoivent une pension en vertu de la Loi des tribunaux judiciaires ou qui seront admis à la pension avant le 1<sup>er</sup> janvier 1977.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux juges considérés en congé sans traitement suivant le deuxième alinéa de l'article 73 de la Loi des tribunaux judiciaires, qui sont membres d'organismes gouvernementaux dont les employés sont nommés ou rémunérés suivant la Loi de la fonction publique (1965, 1<sup>re</sup> session, chapitre 14), et dont le traitement ou la pension sont fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Les deniers requis pour l'application du présent article et de la présente loi, à l'exception de l'article 1, sont pris à même le fonds consolidé du revenu, sauf pour les juges des Cours municipales pour qui les deniers sont pris à même les budgets des municipalités.]]

**8.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

decimal number, it shall be reduced to the nearest whole number.

Where the product of the computation, in accordance with this section is not a multiple of ten, the scale of remuneration is increased to the nearest multiple of ten.

This section applies, *mutatis mutandis*, from 1 January 1976, to the pension of the judges mentioned therein who, on the date of the coming into force of this act, are receiving a pension under the Courts of Justice Act or who will be eligible for a pension before 1 January 1977.

This section does not apply to judges who are deemed to be on leave of absence without salary in accordance with the second paragraph of section 73 of the Courts of Justice Act, and who are members of government agencies the employees of which are appointed and remunerated according to the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14) and whose salary or pension is fixed by the Lieutenant-Governor in Council.

The moneys required for the application of this section and this act, except section 1, shall be taken out of the consolidated revenue fund, except for the judges of the Municipal Courts, for whom the moneys shall be taken out of the budgets of the municipalities.]]

**8.** This act shall come into force on the day of its sanction.